

Au Journal officiel du 27 avril au 3 mai 2019

06/05/2019

Au Journal officiel du 27 avril au 3 mai 2019

La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes (et décisions du Conseil d'État) les plus importants parus au Journal officiel.

Au JO du 27 avril 2019 :

- Décret n° 2019-369 du 25 avril 2019 portant **extension et adaptation en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et à Wallis-et-Futuna des dispositions relatives aux modalités d'expression du refus de prélèvement d'organes après le décès** . – *Modification du Code de la santé publique* ;
- Arrêté du 19 avril 2019 modifiant l'arrêté du 9 décembre 2016 précisant le décret n° 2016-1683 du 5 décembre 2016 fixant les règles et procédures concernant l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers, dites « norme commune de déclaration » . – *Modification de l'arrêté du 9 décembre 2016.*

Au JO du 28 avril 2019 :

- Décret n° 2019-371 du 26 avril 2019 relatif aux **modalités d'échanges de flux pour la mise en œuvre du revenu de solidarité active en Guyane et à Mayotte** . – *Modification du Code de l'action sociale et des familles* ;
- Décret n° 2019-373 du 26 avril 2019 relatif aux **cotisations applicables aux régimes d'assurance vieillesse complémentaire et d'assurance invalidité-décès des officiers ministériels, officiers publics et des compagnies judiciaires** . – *Modification du décret n° 81-755 du 3 août 1981 et du décret n° 79-265 du 27 mars 1979* ;
- Décret n° 2019-374 du 26 avril 2019 relatif à **l'indemnisation du chômage à Mayotte** ;
- Décret n° 2019-378 du 26 avril 2019 relatif aux **conditions de collecte et de traitement de données épidémiologiques par des personnes agréées** . – *Modification du Code rural et de la pêche maritime* ;
- Arrêté du 1er avril 2019 modifiant l'arrêté du 18 mars 1982 relatif à **l'exercice de la vénerie** . – *Modification de l'arrêté du 18 mars 1982.*

Au JO du 30 avril 2019 :

- Décret n° 2019-381 du 29 avril 2019 fixant la **liste des professions mentionnées au I de l'article 7 de l'ordonnance n° 2016-1809 du 22 décembre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles de professions réglementées** ;
- Décret n° 2019-382 du 29 avril 2019 portant **application des dispositions de l'article 104 de la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel relatif aux obligations en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans l'entreprise** . – *Modification du Code du travail* ;
- Décret n° 2019-383 du 29 avril 2019 relatif aux **modalités de déclaration des avances en compte courant prévues à l'article L. 423-15 du Code de la construction et de l'habitation et des prêts participatifs prévus à l'article L. 423-16 du même code** . – *Modification du Code de la construction et de l'habitation* ;
- Décision du 28 mars 2019 portant réforme du **Règlement intérieur national (RIN) de la profession d'avocat (art. 21-1 de la loi du 31 décembre 1971 modifiée)** . – *Modification du RIN adopté par la décision du 12 juillet 2007* ;

- Arrêté du 26 avril 2019 homologuant la **télé-procédure de « Déclaration de la contribution sociale de solidarité des sociétés et de la contribution additionnelle »** . – *Abrogation de l'arrêté du 10 mars 2016.*

Au JO du 2 mai 2019 :

- Ordonnance n° 2019-397 du 30 avril 2019 **portant transposition de la directive (UE) 2016/797 du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2016 relative à l'interopérabilité du système ferroviaire au sein de l'Union européenne et de la directive (UE) 2016/798 du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2016 relative à la sécurité ferroviaire et adaptation du droit français au règlement (UE) 2016/796 du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2016 relatif à l'Agence de l'Union européenne pour les chemins de fer et abrogeant le règlement (CE) n° 881/2004** . – *Modification du Code des transports.* – *Ce texte entre en vigueur le 16 juin 2019 (cf. art. 7) ;*
- Ordonnance n° 2019-395 du 30 avril 2019 relative à **l'adaptation du contrat de construction d'une maison individuelle avec fourniture de plan dans le cadre de la préfabrication** . – *Modification du Code de la construction et de l'habitation ;*
- Décret n° 2019-386 du 29 avril 2019 fixant les **taux spécifiques applicables à certains affiliés relevant de la sécurité sociale des travailleurs indépendants** ;
- Décret n° 2019-387 du 29 avril 2019 fixant la **méthode de conversion des points acquis dans le régime complémentaire d'assurance vieillesse de la Caisse interprofessionnelle de prévoyance et d'assurance vieillesse en points du régime complémentaire de la sécurité sociale des travailleurs indépendants** ;
- Décret n° 2019-388 du 30 avril 2019 relatif aux **modifications mineures de type IA des termes d'une autorisation de mise sur le marché qui ne sont pas subordonnées au paiement du droit prévu à l'article 1635 bis AE du Code général des impôts** ;
- Décret n° 2019-389 du 30 avril 2019 pris pour **l'application de l'article 1635 bis AE du Code général des impôts relatif aux droits perçus à l'occasion de demandes déposées à l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé** . – *Modification du Code général des impôts ;*
- Décret n° 2019-392 du 30 avril 2019 relatif à **l'organisation du service à compétence nationale TRACFIN** . – *Modification du Code monétaire et financier ;*
- Arrêté du 30 avril 2019 modifiant l'arrêté du 7 janvier 2011 portant **organisation du service à compétence nationale TRACFIN** . – *Modification de l'arrêté du 7 janvier 2011 ;*
- Arrêté du 27 février 2019 modifiant **diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction, des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement, des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public** . – *Modification de plusieurs textes non codifiés ;*

À signaler également au titre de ce JO :

- **Décision n° 413219 du 17 avril 2019 du Conseil d'État statuant au contentieux** : « *Le IV de l'article 57 du décret n° 2017-890 du 6 mai 2017 relatif à l'état civil (NOR : JUSC1703743D) est annulé en tant qu'il rend applicable en Polynésie française l'article 47 de ce décret en tant qu'il modifie les articles 1048, 1051, 1053 et 1055 du code de procédure civile.* »

Au JO du 3 mai 2019 :

- Décret n° 2019-399 du 30 avril 2019 relatif aux **modalités de réintégration des magistrats dans le corps judiciaire au terme d'un détachement** . – *Modification du décret n° 93-21 du 30 avril 1993* ;
- Décret n° 2019-400 du 2 mai 2019 portant **revalorisation du montant forfaitaire du revenu de solidarité active** ;
- Décret n° 2019-401 du 2 mai 2019 portant **revalorisation du montant forfaitaire du revenu de solidarité active à Mayotte** ;
- Arrêté du 24 avril 2019 modifiant l'arrêté du 5 mai 2009 relatif à **l'identification, la mesure, la gestion et le contrôle du risque de liquidité** . – *Modification de l'arrêté du 5 mai 2009* ;
- Arrêté du 24 avril 2019 portant **déconcentration de la procédure prévue à l'article 795 A du Code général des impôts** . – *Modification du Code général des impôts* ;
- Arrêté du 11 avril 2019 modifiant l'arrêté du 14 février 2018 constatant le **classement de communes en bassin urbain à dynamiser** . – *Modification de l'arrêté du 14 février 2018*.

La Rédaction législation

© LexisNexis SA